

# De nouvelles règles pour acquérir la nationalité luxembourgeoise

*La réforme de la loi sur l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril. La nouvelle loi modifie à la fois les conditions et les procédures de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.*

Les principales améliorations concernent l'abaissement de la durée obligatoire de résidence de 7 à 5 ans et l'introduction du droit du sol de première génération. Si les conditions linguistiques restent les mêmes, un système de compensation entre la compréhension et l'expression orale a été instauré. Les cours

d'instruction civique ont été remplacés par un cours intitulé « Vivre ensemble au Luxembourg » d'une durée totale de 24 heures. Dans de nombreuses situations, la nationalité peut être demandée par option, avec effet immédiat.

## Les changements majeurs

L'introduction du **droit du sol de première génération**. La loi de 2008 avait introduit le double droit du sol, c'est-à-dire qu'un enfant né au Luxembourg de parents de nationalité étrangère dont l'un était également né au Grand-

Duché obtenait de facto la nationalité luxembourgeoise. Cette disposition se retrouve également dans la réforme, qui ajoute une disposition supplémentaire : celui qui est né au Luxembourg obtient, au moment de sa majorité, la nationalité luxembourgeoise, sous condition d'un séjour régulier au Luxembourg pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement la majorité et qu'un de ses parents ou adoptants ait eu un séjour régulier au Luxembourg pendant au moins une année précédant la naissance.

**L'acquisition de la nationalité par option.** L'option constitue une procédure simplifiée pour obtenir la nationalité. Elle est possible dans 10 cas : (1) à la personne majeure lorsque son parent (y compris adoptant) ou grand-parent est ou a été Luxembourgeois ; (2) au parent d'un mineur luxembourgeois ; (3) en cas de mariage avec un-e Luxembourgeois-e ; (4) à partir de 12 ans à la personne née au Luxembourg ; (5) au majeur ayant accompli au moins 7 ans de scolarité au Luxembourg ; (6) au majeur en séjour régulier au Luxembourg depuis au moins 20 ans ; (7) au majeur ayant accompli les engagements du contrat d'accueil et d'intégration ; (8) au majeur installé au Luxembourg avant l'âge de 18 ans ; (9) au majeur bénéficiant du statut d'apatride, de réfugié ou celui conféré par la protection subsidiaire ; (10) au soldat volontaire. Pour les personnes relevant des cas (2), (7), (8) et (9), les conditions sont les mêmes que pour les personnes candidates à la naturalisation (voir ci-dessous). Pour les personnes relevant du cas (6), une participation à un cours de luxembourgeois de 24 heures est exigée. Le cas (3) conserve les conditions de langue, mais pas de résidence sauf si le demandeur ne réside pas au Luxembourg, auquel cas la nationalité luxembourgeoise ne pourra être acquise qu'après 3 années de mariage.

Toute personne voulant acquérir la nationalité mais ne rentrant pas dans ces situations peut demander la **naturalisation**, qui est accessible à la personne en séjour régulier au Luxembourg pendant au moins 5 années, dont la dernière année de résidence précédant immédiatement la déclaration de naturalisation doit être ininterrompue, à condition d'avoir une connaissance de la langue luxembourgeoise documentée par le certificat de réussite de l'examen d'évaluation et avoir participé au cours « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » ou réussi l'examen sanctionnant ce cours.

La possibilité d'obtenir la nationalité par **recouvrement** existe toujours pour les femmes qui ont perdu leur nationalité de par leur mariage et pour les personnes **descendant en ligne directe** paternelle ou maternelle d'un ancêtre qui possédait la nationalité luxembourgeoise à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1900. Le descendant d'un ancêtre luxembourgeois doit respecter un double délai. Jusqu'au 31 décembre 2018, il doit faire auprès du ministère de la Justice sa demande en certification de la qualité de descendant d'un ancêtre luxembourgeois à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1900. Il a ensuite jusqu'au 31 décembre 2020 pour signer auprès de l'officier de l'état civil une déclaration de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise.

Que ce soit pour l'option ou la naturalisation, les demandes sont à déposer personnellement auprès de la commune de résidence avec toutes les autres pièces exigées par la loi. L'acquisition est immédiate lors de l'option. L'instruction du dossier de naturalisation prend un maximum de 8 mois. Les différents formulaires et la liste des pièces justificatives, ainsi que les informations concernant le recouvrement de la nationalité sont disponibles sur le site du Ministère de la Justice : <http://www.mj.public.lu/nationalite/>.

## La nationalité a-t-elle toujours été la condition sine qua non de la citoyenneté ?

Cette réforme de la loi nationalité a été débattue dans un climat tendu, après les résultats du référendum qui posait la question du droit de vote des citoyens étrangers aux élections législatives. Le non sans appel des résultats entraînait que la seule voie vers une plus large participation politique des étrangers passait par l'acquisition de la nationalité. Dans le magazine *Horizon* de mai 2015, nous avons posé cette question du lien entre citoyenneté et nationalité à l'historien Denis Scuto, qui a consacré une large partie de ses recherches sur ces questions... :

**Denis Scuto** : « Non, la notion de citoyenneté est antérieure à celle de nationalité. Dès la Révolution française et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, la proposition de donner la citoyenneté aux non-nationaux est présente. La Constitution de l'An II ne fait pas de distinction entre étrangers et nationaux français dans la définition de la citoyenneté. Au moment de la création du Grand-Duché de Luxembourg, pour être citoyen en 1815, il ne faut pas avoir la qualité de Luxembourgeois, il faut habiter sur le territoire de 1815, y être né et de parents y domiciliés avant cette époque. Nous sommes donc déjà en présence d'une citoyenneté résidentielle combinée avec la conception monarchique d'Ancien Régime du ius soli qui attachait l'homme à la terre de son seigneur. Un règlement de 1825 change la condition de résidence en l'abaissant et en précisant qu'il faut avoir demeuré au Grand-Duché « la dernière année et six semaines ». Il faut attendre 1841 et la Constitution d'Etats d'un Grand-Duché qui devient autonome des Pays-Bas pour voir apparaître comme condition du droit de vote le fait d'être « Luxembourgeois de naissance ou naturalisé » et d'être un homme. Après 1841, le lien entre nationalité et citoyenneté est explicite pour le droit de vote politique. La nationalité donne accès à la citoyenneté. Les choses changent de nouveau avec l'extension du droit de vote aux non-nationaux pour les élections européennes et communales dans les années 1990.

Ce lien entre nationalité et citoyenneté n'est pas explicite aux Etats-Unis jusque dans les années 1920, il n'est toujours pas automatique en Grande-Bretagne aujourd'hui. Il est dissocié dans des pays comme la Nouvelle-Zélande, le Chili, l'Ecuador. »